



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

24-07-2016

La loi d'urgence et la loi El Khomri, deux lois contre les travailleurs

Le 20 juillet les députés PS et Droite ont voté ensemble la prolongation de l'état d'urgence jusqu'à la fin janvier 2017. "L'unité nationale est une absolue nécessité" a déclaré B. Cazeneuve, ministre de l'intérieur, ne faisant que reprendre le mot d'ordre de Hollande "Faisons en sorte que nous soyons rassemblés ... nous sommes prêts à aller plus loin s'il le faut".

Ces déclarations extrêmement graves, prononcées en de telles circonstances ne sont pas destinées uniquement, comme on voudrait nous le faire croire, à la lutte contre Daesh.

Le vote de la loi El Khomri, dirigée directement contre les salariés, arrive juste à point pour nous rappeler que l'objectif numéro 1 du PS, de la droite, du FN, de toutes ces forces unies au service du capital, c'est de combattre les revendications des travailleurs.

Pour faire adopter la loi El Khomri, le gouvernement socialiste a eu recours pour la troisième fois au 49-3. Valls a annoncé qu'il accélérera les décrets d'application pour la mettre en œuvre rapidement. Cette loi est toujours rejetée par 71% des Français (sondage Odoxa 18 juillet 2016).

La droite ne la trouve pas "à la hauteur". **P. Gattaz** prévient qu'elle ne créera pas d'emplois, mais reconnaît, dans une interview au figaro (21 juillet), que la loi El Khomri a **"juste quelques points positifs : l'article 2 qui renforce la négociation, la sécurisation des licenciements économiques et les accords offensifs"**. Ce que la loi El Khomri appelle *accords offensifs* c'est la possibilité pour un chef d'entreprise de "faire travailler les salariés davantage sans les payer plus". Le refus par un salarié d'un *accord offensif* entraînera immédiatement son licenciement.

Ce n'est pas encore assez. Pour Gattaz il faut aller beaucoup plus loin : **"il faut encore réduire le coût du travail de 90 milliards d'€ ... Réduction qui passe par une baisse des impôts et des charges des entreprises, financée par exemple par une hausse de la TVA, par des économies demandées aux collectivités locales et par des économies sur la protection sociale. [...] Si besoin on fera passer ces réformes essentielles sans les syndicats"**.

Au cœur d'une période de grandes luttes revendicatives comme celles que nous vivons en France depuis plus de cinq mois, il est plus important que jamais de **poursuivre et d'élargir notre action**. La volonté de lutter dès la rentrée, contre la politique du gouvernement socialiste, des partis de droite, du FN, des partis et des syndicats réformistes au seul service des capitalistes, reste entière : 55% des Français sont favorables à une poursuite de la mobilisation à la rentrée.

Le 7 septembre un meeting intersyndical CGT, FO, FSU, Solidaire et UNEF est annoncé à **Nantes**, avec la participation de P. Martinez (CGT), J.-C. Mailly (FO), B. Groison (FSU). L'intersyndical a appelé à une **journée de grève et de manifestation pour le jeudi 15 septembre dans toute la France**.

Le Parti Révolutionnaire Communistes appellent à participer aux luttes qui se développeront. C'est des luttes et de leur niveau que dépendent les avancées de la lutte anticapitaliste, pour un changement fondamental dans notre pays.